

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
DREAL Occitanie UID-31-09/PARC
4 Avenue Didier Daurat CS 40331
31 776 COLOMIERS CEDEX

Colomiers, le 13/09/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

publié sur 
THALES ALENIA SPACE FRANCE
26 Avenue JF Champollion
31 100 Toulouse

Références : 2024/516
Code AIOT : 0006802932

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement THALES ALENIA SPACE FRANCE implanté 26 avenue JF Champollion 31 100 TOULOUSE.

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées, en particulier concernant la régularisation de la situation administrative.

L'arrêté préfectoral n°12 du 12/02/1996 modifié compte certains articles dont les prescriptions ne sont plus applicables à l'établissement, notamment les articles 8.5 et suivants. En effet, l'atelier de traitement de surface est en zéro rejet depuis 2000. De plus, certaines activités de l'établissement ont évolué nécessitant l'actualisation du classement selon les rubriques de la nomenclature ICPE (classement, bénéfice d'antériorité). Enfin, la désignation sociale de l'exploitant s'est vu changée depuis 1996.

Un porter-à-connaissance est donc attendu afin de proposer un arrêté préfectoral modificatif global et portant notamment sur :

- la mise à jour de la désignation sociale de l'exploitant (10/04/2007 : société THALES ALENIA SPACE FRANCE) ;
- la mise à jour du classement ICPE ;
- la prise en compte les modifications apportées sur l'atelier de traitement de surface.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THALES ALENIA SPACE FRANCE
- 26 Avenue JF Champollion BP 33787 31100 Toulouse
- Code AIOT : 0006802932 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

L'exploitation est une entreprise spécialisée dans la fabrication de pièces électroniques en aluminium (usinage et traitement de surface sous or, argent, nickel et cuivre) pour satellites, comptant environ 3200 personnes (salariés THALES + sous-traitants), répartis sur 15 bâtiments situés sur un terrain de 30 ha.

L'exploitant a indiqué être certifié:

- ISO 9001
- ISO 14001 (2008)
- ISO 50001 (2015)
- ISO 45001 (2018)
- ISO 9100
- AQAP 2110 / AQAP 2310
- CMMI LEVEL 3

Attributs de l'inspection :

Risques accidentels (*Risque incendie*)

Risques chroniques (*Air, Eau de surface, Radioactivité*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Risque incendie
- Rejets aqueux et atmosphériques

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'exploitant a indiqué avoir réalisé des travaux de mise en place de panneaux photovoltaïques sur le parking agents en 2020 et 2023 (12 900 m²) dans le cadre du développement de son entreprise et de sa politique environnementale. La production électrique représente ainsi 10% de la consommation annuelle totale du site.

Au titre de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'intégrer dans le porter-à-connaissance les données concernant ces panneaux (parcelles concernées, puissance installée, nombre de panneaux, puissance unitaire...).

Lors de l'inspection, un échange sur l'article 3 de l'arrêté préfectoral modificatif n°155 du 18/11/2010 relatif aux prescriptions applicables aux sources radioactives scellées a été mené avec l'exploitant. A noter que ces prescriptions sont suivies par les services de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN).

Pour sa bonne information, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre la copie des documents suivants :

- récépissé du 02/02/2023 (mise à jour du nombre de machines à rayons X) ;
- autorisation du 29/03/2024 (renouvellement utilisation source strontium).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités exercées	Lettre du 16/11/2016, article 1	
2	Qualité des rejets eau	Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 4.5	
3	Consignes risque incendie	Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 6.1.4	
4	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 6.1.6	
5	Zones présentant des risques incendie	Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 6.2.2	
6	Qualité des rejets eau	Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 8.5.1 et suivants	
7	Qualité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 8.5.2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection de l'environnement a constaté 7 faits sans suites.

Une copie de chaque rapport de contrôle, procédure, document d'information présentés lors de l'inspection est demandée à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités exercées

Référence réglementaire : Lettre du 16/11/2016, article 1

Thème(s) : Risques chroniques Activités / Rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 février 1996 est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

Le tableau figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 12 février 1996 est remplacé par le tableau suivant (*):

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2565-1b	A	Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique 1. Lorsqu'il y a mise en œuvre : b) de cyanures, le volume des cuves étant supérieur à 200 l	1 200 l
2565-2a	A	Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique 2. Procédé utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) supérieur à 1 500 l	11 400 l
4110-2a	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses exposés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 250 kg	256 kg
4820-2b	D	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du Règlement (UE) n°517/2014 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg	1 600 kg
2560-B-2	D	Travail mécanique des métaux et alliages B. Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. supérieure à 150 kW, mais inférieure à 1 000 kW	300 kW

2910-A-2	D	Combustion à l'exclusion des installations par les rubriques 2770, 2771 et 2971 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse 2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	5,6 MW
4802-2a	D	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du Règlement (UE) n°571/2014 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	2 371 kg

Activités non classées :

3110 : 5,6 MW

3260 : 11,4 m³

4140-2 : 0,02 t

4441 : 0,966 t

4510 : 0,16 t

4511 : 0,06 t

(*) Lettre IIC pour bénéfice antériorité du 15/11/2016

Constats :

Avant la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un bilan de classement le 29/08/2024 qui montre l'évolution de certains volumes autorisés.

Le 15/11/2016, un courrier de la préfecture de la Haute-Garonne a été transmis à l'exploitant concernant le bénéfice d'antériorité pour certaines rubriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir un porter-à-connaissance qui comprendra notamment la mise à jour des rubriques visées pour les ICPE. Un arrêté préfectoral modificatif sera pris par la suite.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Qualité des rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 4.5	
Thème(s) : Risques chroniques Contrôle des rejets	
Prescription contrôlée : Les rejets du réseau pluvial font l'objet au moins une fois par an par un organisme dont le choix est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet, au contrôle des prescriptions prévues aux points 4.3 et 4.4 ci-dessus.	
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport des derniers résultats d'analyses de 2023 pour les eaux pluviales. Ce rapport est conforme aux prescriptions en vigueur. L'exploitant a indiqué prévoir pour le troisième trimestre 2024 un nouveau contrôle.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre la copie du rapport d'analyses pour les années 2023 et 2024 quand les analyses seront réalisées.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 3 : Consignes risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 6.1.4

Thème(s) : Risques accidentels Risque incendie

Prescription contrôlée :

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.

Des exercices sont programmés avec le service de lutte contre l'incendie de la caserne Jacques Vion, **deux fois par an.**

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le PC sécurité (en fonctionnement 24h/24 et 7j/7) et les documents associés (consignes des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie) et la cellule de crise pour les moyens d'intervention.

Les agents du service de lutte contre l'incendie ont présenté le matériel en leur possession et détaillé les procédures appliquées en cas d'incident.

Il a été également indiqué que des exercices prévus ou non sont régulièrement effectués sur site (15 bâtiments testés sur 2 ans) et que des formations à l'utilisation des extincteurs pour les agents sont programmés annuellement.

L'exploitant a indiqué avoir une convention avec le SDIS 31 pour la gestion de crise en cas d'incident.

Enfin, l'exploitant a indiqué être en cours de rédaction et de mise en place d'un document d'information sur les risques majeurs liés à son établissement avec le service Téléalerte (SMS sur les téléphones de chaque agent).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre pour information :

- la convention de gestion de crise avec le service du SDIS 31
- le document d'information sur les risques majeurs

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 6.1.6

Thème(s) : Risques accidentels Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie font l'objet de **vérifications périodiques** par un technicien compétent.

Constats :

L'exploitant a présenté le registre sécurité.

Les contrôles réglementaires sont réalisés conformément aux prescriptions en vigueur, notamment sur les équipements suivants (gestion externe sous GMAO) :

- systèmes de désenfumage ;
- extincteurs ;
- installations électriques.

L'exploitant a indiqué avoir 8000 têtes de sprinklage et 4000 détecteurs incendie sur l'ensemble de son établissement (demande de l'assureur actuel). Un contrôle annuel est notamment réalisé par l'assureur afin de vérifier la mise en place des équipements et en qualité de conseil quant aux évolutions éventuelles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la copie des derniers rapports de contrôle pour les équipements de sécurité incendie et installations électriques.


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 5 : Zones présentant des risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 6.2.2	
Thème(s) : Risques accidentels Risque incendie	
Prescription contrôlée : L'exploitant a établi et tient à jour sous sa responsabilité un plan des zones susceptibles de présenter des risques incendie.	
Constats : L'exploitant a présenté le plan des zones à risques pour son établissement. Ce plan a été observé au PC sécurité. Il a été indiqué que chaque zone était matérialisée et mise sous système incendie particulier, adapté selon les risques, ce qui a été constaté sur site lors de la visite.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant qu'une copie du plan des zones à risques lui soit transmise, reprenant notamment : <ul style="list-style-type: none">• risques chimiques (stockage, atelier de traitement de surface, station de traitement) ;• zones ATEX ;• chaudières.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 8.5.1 et suivants	
Thème(s) : Risques chroniques Prévention de la pollution de l'eau (atelier Traitement de surface)	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 8.5.1.8</p> <p>[...]</p> <p>La fosse de rétention ainsi formée est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.</p> <p>[...]</p> <p>Art. 8.5.1.10</p> <p>L'alimentation en eau de l'atelier est munie d'un dispositif permettant d'arrêter rapidement cette alimentation.</p> <p>Ce dispositif est clairement indiqué et facilement accessible.</p> <p>Art. 8.5.1.13</p> <p>Des systèmes de contrôle en continu déclenchant une alarme, les dysfonctionnements liés au pH ou le manque de réactifs entraînent ainsi le confinement des rejets des eaux de process de l'atelier.</p> <p>Art. 8.5.1.14</p> <p>Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an.</p> <p>Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à dispositions de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et liquides concentrés de toute origine. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que chaque bloc de cuve de traitement de surface (comptabilité entre produits chimiques) était sur rétention avec système de déclenchement d'alarme (avec report au PC sécurité) en cas d'incident. L'exploitant a également indiqué que le bâtiment comprenant l'atelier de traitement de surface était lui-même sur rétention, ce qui a pu être constaté lors de la visite.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une cuve enterrée de 250 m³ était présente sur site en cas d'incident (pollution, incendie) avec en sortie une vanne actionnable manuellement au besoin. L'exploitant a indiqué que ces dispositifs étaient testés tous les ans par les agents du service incendie.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> la copie de la procédure d'utilisation de la vanne sortie cuve de rétention en cas d'incident ; le dernier rapport de contrôle/test de la cuve de rétention et de la vanne d'isolement. 	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 7 : Qualité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/1996, article 8.5.2

Thème(s) : Risques chroniques Prévention de la pollution atmosphérique (atelier Traitement de surface)

Prescription contrôlée :

[...]

Art. 8.5.2.3

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respectent avant toute dilution les limites fixées comme suit:

acidité totale exprimée en H: 0,5 mg/Nm³

HF, exprimé en F: 5 mg/Nm³

alcalins, exprimés en OH: 10 mg/Nm³

[...]

Art. 8.5.2.5

Les contrôles par:

Autosurveillance:

Une fois par an, l'exploitant s'assurera du bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration et notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles (niveau d'eau...)

Contrôle externe:

Un contrôle des performances effectives des systèmes est réalisé par un laboratoire agréé **une fois par an**. Ce contrôle permet de vérifier les dispositions du point 8.5.2.3 ci-dessus.

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques pour l'année 2023. Ce rapport est conforme aux exigences en vigueur. Le prochain contrôle est prévu pour le 3^e trimestre 2024.

L'exploitant a indiqué avoir un contrat annuel avec un prestataire assurant ainsi la gestion, la maintenance et l'autosurveillance des équipements.

Les contrôles annuels sont réalisés par un organisme extérieur comme demandé par la réglementation en vigueur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- la copie du dernier rapport d'analyses des rejets atmosphériques (2023) ;
- la copie du dernier contrôle externe du système de captation et d'aspiration (2023).

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :